

La prospective du tourisme méditerranéen (2000-2025)

Robert Lanquar

Volume 6, numéro 3, décembre 1987

Le tourisme, phénomène mondial

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080601ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080601ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lanquar, R. (1987). La prospective du tourisme méditerranéen (2000-2025). *Téoros*, 6(3), 15–18. <https://doi.org/10.7202/1080601ar>

La prospective du tourisme méditerranéen (2000-2025)

Robert Lanquar*

La Méditerranée est le premier bassin touristique du monde, comptant pour plus d'un tiers des arrivées du tourisme international et près de 10% des arrivées du tourisme national mondial. La croissance du tourisme y a été rapide et continue.

La poursuite de cette tendance est réelle et doit servir au développement socio-économique. Mais elle peut aggraver les phénomènes de saturation déjà visibles dans de nombreuses zones du littoral (dégradation des sites, murs de béton, eutrophisation maritime, disparition de la flore et de la faune terrestre, changements socio-culturels radicaux).

Le Plan Bleu

Le Plan Bleu est un exercice de prospective engagé par l'ensemble des pays méditerranéens dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée, patronné par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Le tourisme est une part importante de ce travail effectué pour mieux comprendre les relations entre le développement et l'environnement dans les pays méditerranéens.

Cette exploration des évolutions possibles à long terme des rapports entre le développement et l'environnement en Méditerranée vise à mieux équiper les planificateurs et les décideurs des 18 pays du pourtour de la Méditerranée dans leurs choix et leurs activités portant sur le court et le moyen terme.

Comme les problèmes de l'environnement ne deviennent alarmants que par leur accumulation dans un temps bien plus long que celui pris en compte habituellement dans le cal-

cul économique, il était indispensable de cerner de plus près la dynamique des interrelations entre les différents niveaux du couple économie-écologie, c'est-à-dire du développement et de l'environnement, sur une plus longue période, de trois à cinq décennies.

C'est pourquoi les années 2000 et 2025 ont été déterminées comme horizons de scénarios pour décrire ces futurs possibles.

Les travaux du Plan Bleu se sont déroulés en deux phases. La première phase a été un travail de reconnaissance limité à l'essentiel en raison de la tâche gigantesque de connaître tout ce qui a trait à la problématique environnement-développement dans l'ensemble du bassin méditerranéen.

Douze études ont été effectuées autour des facteurs qui commandent ou déterminent le développement dans plusieurs secteurs dont le tourisme.

Plus de 120,000 données statistiques étaient rassemblées par l'équipe du Plan Bleu. De l'analyse de ces données, des tendances lourdes ont pu être identifiées. Elles encadrent les scénarios méditerranéens.

La deuxième phase du Plan Bleu et le tourisme

Il est en effet apparu nécessaire d'explorer d'autres modes de développement/environnement, à objectifs de niveaux de vie comparables pour analyser, sinon pour prévoir, au-delà des tendances lourdes ou des conflits déjà identifiés, des germes de mutations qui sont autant de facteurs qui imposent à toute action, un effort de réflexion prospective sur des alternatives (ou scénarios alternatifs).

Deux types de scénarios ont été présentés aux experts du Groupe de travail "Tourisme" qui ont élaborés les scénarios "tourisme" du Plan Bleu: des scénarios tendanciels ou référentiels contrastés et des scénarios alternatifs.

Les premiers ou scénarios "T" ne marquent pas de fortes ruptures par rapport aux tendances observées jusqu'à maintenant avec, sur le plan international, des marges de manoeuvre modérées de la part des gouvernements de la Méditerranée. Ce sont des scénarios probables en raison des tendances suffisamment lourdes pour infléchir, dans un sens ou dans un autre, les processus de la consommation touristique, soit au contraire la maintenir en état, malgré des contraintes d'ordre technique, financier...

Dans ces scénarios, le moteur économique est l'expansion d'un marché international restant lié à une prépondérance économique nippo-américaine. En Méditerranée, les pays s'accrochent plus ou moins bien, au Nord comme au Sud, de cette prépondérance du Pacifique et les sociétés transnationales pèsent lourd dans les évolutions.

Les scénarios "A", alternatifs ou autocentrés, décrivent des évolutions qui s'écartent des tendances observées jusqu'à maintenant et une attitude plus volontariste de la part des gouvernements. Leur caractéristique est une plus grande affirmation des pays méditerranéens, permise par la formation d'une structure mondiale multipolaire.

Dans le scénario "A-1", les échanges méditerranéens seraient orientés Nord-Sud, l'Europe économique-politique aurait un rôle d'entraînement, mais naturellement non-hégémonique. C'est le scénario le plus favorable à la sauvegarde de l'environnement et à la lutte contre la pollution, avec une adoption possible des normes européennes que les pays du Nord aideraient financièrement à mettre en application; une telle aide s'ajoutant aux moyens nationaux.

Le scénario "A-2" se situe dans le même contexte multipolaire. Ici, l'Europe a pourtant un rôle moins affirmé. Les pays riverains Est et Sud pourraient parvenir à une certaine unification, avec de nombreuses variantes possibles. On verrait l'effet bien connu d'une politique de développement autocentré, à savoir une intensification des échanges industriels et commerciaux entre partenaires. Ce scénario faciliterait l'équilibre rural-urbain et le développement du tourisme régional, national ainsi qu'entre pays limitrophes, certains pays étant plus favorisés que d'autres.

Les perspectives à l'horizon 2000 et à l'horizon 2025

L'utilisation de modèles de séries temporelles permet d'estimer pour l'année 2000, le nombre de touristes internationaux dans la zone méditerranéenne à 173 millions.

Ceci équivaut à une croissance annuelle moyenne de 3%, pratiquement au même niveau que le taux de croissance mondiale de la série temporelle. mais les hypothèses de croissance annuelle moyenne du nombre de touristes retenues varient selon les scénarios de 1,45 à 4,1%. Il faut souligner que ces hypothèses sont relativement modestes si on les compare aux hypothèses que l'on

*M. Robert Lanquar est directeur de l'IFDES - Bureau d'études de l'INFAC/INFATH/CREAR/IDA. (Études, formations supérieures, développement international) et réside à Argenteuil en France.

trouve dans d'autres études aux horizons 90 et 95 et qui varient de 4 à 9% par an pour le tourisme international.

Quant à la demande touristique nationale, c'est-à-dire des nationaux des pays méditerranéens eux-mêmes qui atteignait en 1984, 105 millions d'arrivées, elle évoluerait selon le raisonnement que le tourisme national croîtrait moins vite que le tourisme international, du fait que ceux qui en ont les moyens font déjà du tourisme.

Pour l'horizon 2025, on ne dispose que de résultats globaux. Par rapport à la situation existante en 1984, les coefficients multiplicateurs varient de 1,7 à 3,5 selon les scénarios. Les nombres de touristes sont à manier avec beaucoup de prudence, comme dans les autres scénarios à l'horizon 2025.

Les résultats de ces recherches sont présentées dans le tableau 1 à la page 16.

Les perspectives d'évolution des comportements de voyages

Une tentative a été faite de répartir de manière qualitative les touristes en Méditerranée, en essayant de cerner leurs activités préférentielles, leurs modes d'hébergement habituels ainsi que leur attitude en général face à l'organisation de leur temps de vacances.

L'idée directrice de cette tentative était de relier chaque type de touriste à des impacts spécifiques aussi bien sur l'environnement naturel que socio-culturel. Cette démarche est encore préliminaire, mais une enquête Delphi lancée auprès d'experts méditerranéens pour en tester la validité et vérifier la probabilité des hypothèses a montré que pour 3/4 des experts, la répartition en 1985 était globalement vraisemblable.

Voici une estimation de cette répartition:

Les perspectives d'évolution des rapports tourisme-environnement

L'étude des relations entre le tourisme et l'environnement en Méditerranée a porté sur trois composantes:

- les prélèvements sur les ressources (ressources en eaux, emprise sur les sols);
- les pollutions et les déchets;
- les pressions physiques et socio-culturelles.

Au total, les équipements d'hébergement touristique aurait déjà une emprise sur les sols des pays méditerranéens de plus de 2.168 km², dont plus de 90% dans les trois pays les plus développés, l'Espagne, la France et l'Italie. À l'horizon 2000, ce ne serait que 40 millions de lits touristiques qui existeraient sur les pays du pourtour méditerranéen, avec une hypothèse moyenne de croissance par rapport aux 33,1 millions de lits actuels.

TABEAU 1
Le tourisme méditerranéen en 1984 et aux horizons 2000 et 2025
(nombre de touristes et de nuitées)

	Touristes (en millions)			Nuitées (en millions)		
	T.I	T.N	T.I+T.N	T.I	T.N.	T.I+T.N
1984	108	105	213	886	2.314	3.200
Scénarios 2000						
T1	181	127	308	1574	2955	4.529
T2	162	106	268	1408	2.466	3.874
T3	199	151	350	1731	3.513	5.244
A1	207	168	375	1801	3.913	5.714
A2	227	182	409	1970	4.238	6.208
Scénarios 2025						
T1	311	169	480	2.553	3.727	6.280
T2	265	113	378	2.172	2.485	4.657
T3	343	230	573	2.814	5.073	7.887
A1	356	306	662	2.917	6.729	9.646
A2	409	348	757	3.352	7.661	11.013
T.I.: Tourisme International				T.N.: Tourisme National		

Durée moyenne 1984: T.I.: 8,2 jours; T.N.: 22 jours

Durée moyenne 2000: T.I.: 8,7 jours; T.N.: 23,3 jours (+6% globalement)

Durée moyenne 2025: T.I.: 8,2 jours; T.N.: 22 jours

TABEAU 2
Estimation de la répartition par types de touriste dans le bassin Méditerranéen en 1985
(d'après une enquête Delphi)

	Pays méditer. du Nord	Pays méditer. du Sud
- Aventuriers	10%	4%
- Villégiateurs	40%	80%
- Culturels	25%	8%
- Congressistes	1%	1%
- En-forme/santé	7%	2%
- Récréationnistes	17%	5%

TABEAU 3
Le tourisme littoral* en 1984 et aux horizons 2000 et 2025
Nombre de touristes et nuitées

	Touristes (en millions)			Nuitées (en millions)		
	T.I	T.N	T.I+T.N	T.I	T.N.	T.I+T.N
1984	51	44,7	95,7	418,2	983,4	1.401,6
Scénarios 2000						
T1	85,4	53,9	139,3	743	1.256	1.999
T2	76,4	45	121,4	664	1.048	1.712
T3	94	64,1	158,1	817	1.493	2.310
A1	97,7	71,4	169,1	850	1.663	2.513
A2	107	77,3	184,3	930	1.801	2.731
Scénarios 2025						
T1	147	72	219	1.205	1.584	2.789
T2	125	48	173	1.025	1.056	2.081
T3	162	98	260	1.328	2.156	3.484
A1	168	130	298	1.377	2.860	4.237
A2	193	148	341	1.582	3.256	4.838

* Le tourisme littoral fut estimé à 47,2% du tourisme international méditerranéen et à 42,5% du tourisme national méditerranéen.

T.I: Tourisme International

T.N: Tourisme National

Durée moyenne 1984: T.I.: 8,2 jours; T.N.: 22 jours

Durée moyenne 2000: T.I.: 8,7 jours; T.N.: 23,3 jours (+ 6% globalement)

Durée moyenne 2025: T.I.: 8,2 jours; T.N.: 22 jours

Emprise sur les sols: occupation du linéaire côtier

Pour l'emprise sur les sols, l'hébergement touristique prendrait plus de 2.900 km² en tenant compte de l'amélioration de la qualité, soit 3000 km de côte totalement urbanisée sur 1 km de profondeur ou 6000 km de côte totalement urbanisée sur 500 m de profondeur.

Consommation en eaux

Il s'agit de consommation d'eau domestique. Les hypothèses reposent sur des pondérations. Un hôtel de luxe peut consommer plus de 600 litres d'eau par nuitée touristique alors qu'un campeur en utilise très peu. Au total, en 1984 on estime la consommation annuelle d'eau des touristes en Méditerranée à 569 millions de m³.

En l'an 2000 et 2025, selon les scénarios, les coefficients multiplicateurs pourraient être les suivants:

	2000	2025
T1	1,7	2,6
T2	1,5	2
T3	2	3,2
A1	2,1	3,9
A2	2,3	4,4

Le poids du tourisme dans la consommation d'eau n'est pas un problème insoluble, mais on doit y faire face longtemps à l'avance sur le plan technique et financier.

Les déchets

Quant aux déchets émis, les critères suivants ont été choisis:

- ordures ménagères par jour et par personne, 0,6 kg en zone rurale et 0,8 kg en zone urbaine;
- eaux usées par jour et par personne, 150 litres.

En 1984, le volume des nuitées du tourisme méditerranéen aura été de 3200 millions de nuitées: cela veut dire que le volume des déchets des touristes s'est élevé à 2,2 millions de tonnes et celui des eaux usées à 479 millions de m³.

En l'an 2000, si l'on prend l'hypothèse moyenne de croissance des nuitées qui permet d'obtenir 4467 millions de nuitées pour l'ensemble des pays de la Méditerranée, le volume des déchets sera environ de 3,4 millions de tonnes (moyenne journalière 0,75 kg) et celui des eaux usées de 670 millions de m³. Pour le seul littoral méditerranéen, les déchets touristiques seraient de 1,5 millions de tonnes et les eaux usées environ 300 millions de m³. Si les tendances continuaient arithmétiquement, en l'an 2025, tous ces chiffres tripleraient.

Images des scénarios aux années 2000 et 2025

Le scénario T1

Ce scénario se caractérise par la priorité don-

née au tourisme international et à une emprise sur l'espace littoral à la limite de la saturation. C'est dans ce scénario que le nombre de villégiateurs, c'est-à-dire des touristes séjournant le long du littoral à la recherche de soleil, mer et plage, serait relativement le plus élevé (au moins 40% en l'an 2000 et 42% en 2025).

Cela signifie que l'emprise sur l'espace par les résidences secondaires, les centres de villégiatures sera de plus en plus forte, en raison de la poursuite des tendances actuelles. L'offre d'hébergement croîtra de plus de 20% dans ce scénario. Cela se traduirait par une exacerbation de la spéculation avec des conséquences désastreuses sur l'emprise des sols.

Certes, des solutions intermédiaires pourront être trouvées en étalant mieux les vacances, en bâtissant propres, surtout si l'on veut rentabiliser les hébergements qui seront de meilleure qualité pour les touristes internationaux qui d'ailleurs imposeront des normes et des standards de qualité. Petit à petit, le pourtour méditerranéen deviendra un "mur de béton" de résidences secondaires pour le tourisme national et d'appartements en location pour le tourisme international sur une frange de moins de 500 mètres.

C'est donc au niveau de la saturation des espaces que les difficultés les plus graves surviendront. Ce scénario peut-il alors être acceptable? Il comporte d'une part des injustices sociales, car le tourisme national croîtra moins rapidement que la demande de vacances. Il implique un rejet du tourisme associatif et social qui devra se rentabiliser à tout prix et être amené à produire des prestations pour une clientèle plus aisée ne rentrant plus dans le cadre de ses objectifs premiers.

À la limite, pour éviter certaines pressions sociales, les pays les plus riches du Bassin méditerranéen, pour se donner bonne conscience et esquisser quelques pas dans le cadre d'une politique sociale européenne, seront amenés à faire quelques efforts pour leurs nationaux et ceux des États voisins.

En définitive, le tourisme aurait moins d'impact sur l'économie qu'il ne l'aurait laissé prévoir (5,8%, moyenne méditerranéenne du tourisme dans le P.I.B.) et le nombre d'emplois ne croîtrait que dans l'intervalle 8 à 11%, la situation la plus dramatique, en raison des efforts de productivité pour réduire la part de la main-d'œuvre dans le coût des produits et services. Mais les salaires augmenteraient, ce qui explique la croissance de 5,8% du P.I.B..

À l'an 2025, ces tendances seraient tellement amplifiées qu'elles conduiraient à des étrangetés: le tourisme ne compterait que pour 5,6% du P.I.B.. Les arrivées du tourisme national et international, croissant au taux interannuel de 2,4%, atteindraient 533 millions. Le littoral méditerranéen serait complètement saturé.

Des cités comme Benidorm, Malaga-Toremolinos, Athènes et sa banlieue touristique, Rimini deviendraient des mégapoles si denses qu'elles rencontreraient les mêmes problèmes que les grandes capitales nationales ou régionales, avec des difficultés en matière de congestion des transports, d'approvisionnement d'eau potable et de traitement des déchets et eaux usées. La seule note positive serait une part plus importante de la zone Est, si les problèmes politiques sont résolus à l'horizon 2025. En effet, la part de la zone constituée par l'Espagne, la France et l'Italie ne serait plus que de 71,9%, celle du nord de l'Afrique croîtrait jusqu'à 9% et le reste de la Méditerranée passerait entre les années 2000 et 2025 de 15,5% à 19,1%.

Le scénario T2

Le scénario "T2" a été présenté comme un cas extrême: celui de la concurrence internationale la plus vive. Une déréglementation totale servirait les plus forts et handicaperait les faibles, d'autant que d'autres formes de réglementation pourraient se faire jour, biaisant les pratiques concurrentielles. Le tourisme national sera le grand perdant de ce scénario. Il sera paralysé, ne progressant plus, au moins jusqu'à l'année 2000.

C'est aussi le scénario des AVENTURIERS, des SPORTIFS et du TOURISME DE SANTÉ. Les "Aventuriers" seront attirés par les recoins encore "vierges" de la Méditerranée, certains "Sportifs" voudront "se défoncer" durant leurs vacances pour être en forme physiquement dans leur milieu de travail et être des professionnels plus performants et agressifs.

Le tourisme international, amplifié de 108 millions à 162 millions (une croissance de 50,4%) serait en outre plus différencié quant aux styles et aux catégories socio-économiques de vacanciers. Les intermédiaires des pays riches émetteurs de touristes tableraient sur des produits exotiques et très spécialisés et les pays développés seraient les principaux bénéficiaires du développement touristique.

C'est le scénario de l'agression publicitaire dans le monde du tourisme, le règne de la mode et de l'éphémère! Derrière une façade médiatisée belle et nette, les problèmes d'environnement s'aggraveront. La protection de la nature ferait plus l'objet de discours que de réalisations énergiques. Des sites seront protégés comme des oasis pour touristes fortunés. Le reste, ce seront des équipements de moindre qualité dans des environnements moins beaux et moins propres, car les communautés locales n'auront pas les moyens de traiter les déchets et les eaux usées. Moins de touristes, mais plus de pollutions, voilà un autre aspect de ce scénario de la régression et de l'agression.

Ce scénario profitera pourtant à quelques pays du sud méditerranéen qui auront su se placer sur quelques créneaux porteurs.

Le scénario T3, libéral et optimiste

Ce scénario s'inscrit dans une vision à long terme pour améliorer la situation économique d'ensemble des pays de la Méditerranée. La croissance économique va permettre au tourisme national d'atteindre de bons résultats, mais ce ne seront pas les résultats d'une politique de justice sociale.

Dans cet ensemble, le tourisme national des pays de la Méditerranée compterait en l'an 2000, pour 42,8% du marché touristique méditerranéen et le tourisme international, 57,2% du total. Pour héberger, informer, occuper tout ce monde, il faudra bien que les opérateurs de tourisme innover sans trop se fier aux interventions des États qui chercheront à garder une position libérale de "moins d'État" dans l'organisation des loisirs et des vacances des populations nationales.

Si l'on examine la répartition des flux touristiques à l'an 2000 et 2025 dans les trois grandes zones, le bloc de l'Espagne, la France et l'Italie, le Nord de l'Afrique et le reste de la Méditerranée, il semblerait que le bloc des trois pays les plus touristiques perdrait moins de sa part de marché que dans les scénarios T1 et T2.

Le nord de l'Afrique atteindrait facilement 8,5% du total des arrivées. Le reste de la Méditerranée stagnerait jusqu'en l'an 2000, puis en raison de conditions plus favorables augmenterait jusqu'à 18,5%. Forte de sa croissance, l'Europe aurait une politique de coopération tournée vers la Méditerranée comme pour se donner "bonne conscience". C'est-à-dire que les experts ont imaginé que l'aide serait "saupoudrée" dans les pays méditerranéens pour différents projets touristiques et de loisirs sans une coordination véritable et une bonne stratégie de développement.

Ensuite, la compétition commerciale sera moins sévère, ce qui permettra aux pays méditerranéens de mieux ajuster leurs stratégies individuelles. Dans cet esprit, le développement de l'hinterland des littoraux et celui des îles pourrait conduire à une meilleure répartition du tourisme avec une plus grande influence sociale pour les pays moins développés et un meilleur équilibre entre tourisme, agriculture et industrie.

Cependant, il s'agit du scénario le plus grave pour l'environnement. Certes, des normes de pollution existeront (il ne faut pas craindre que les plages soient sales, elles seront nettoyées chaque matin et lessivées avec des bactéricides), mais elles ne seront pas assez contraignantes pour les aménageurs. D'ailleurs, si les scénarios T1 et T2 étaient ceux des hommes de promotion et de publicité, le scénario T3 sera celui des aménageurs et des hommes de marketing d'entreprise. Une note optimiste pourtant, les pressions sur le littoral seront telles que des seuils de saturation s'établiront vite et que la clientèle ira chercher une qualité de l'environnement dans les milieux ruraux de l'hinterland.

Le scénario A1, scénario alternatif de coopération ou scénario propre

Les scénarios alternatifs offrent de larges possibilités sur le plan théorique et pratique. Ce sont surtout des scénarios de solidarité volontariste: d'abord des solidarités locales entre les différents acteurs du développement touristique, ensuite des solidarités internationales entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Dans le scénario "A.1", les échanges méditerranéens seraient orientés Nord-Sud, l'Europe économique-politique aurait un certain rôle d'entraînement, mais naturellement non-hégémonique. Un cercle vertueux s'installerait sur le pourtour méditerranéen. Une meilleure croissance de l'Europe entraînerait une meilleure croissance du Sud et vice-versa. Pourtant, ce rôle d'entraînement n'aurait pas des effets aussi positifs qu'on l'aurait pensé a priori.

En effet, si l'on examine les estimations élaborées, d'une part le tourisme méditerranéen croîtra d'au moins 3,3% (3,2% dans le scénario "T.3") par an d'ici l'an 2000, puis de 2,0% de 2001 à 2025; d'autre part, la répartition régionale entre les trois pays du nord-ouest, le nord de l'Afrique et le reste de la Méditerranée donne des résultats sensiblement différents que dans les autres scénarios: c'est cette région composée de l'Espagne, la France et l'Italie, qui va plus bénéficier de la croissance du tourisme.

Le scénario "A.1" montre surtout la réussite des interventions des États industrialisés d'Europe dans le domaine social et le domaine écologique. C'est donc le scénario le plus favorable à l'aménagement du temps, à l'allongement des saisons touristiques et à l'étalement des vacances par des mesures coordonnées entre les États et les opérateurs de tourisme (différenciation des tarifs et des prix, obligation de ne pas prendre plus de 15 ou 20 jours de vacances en pleine saison, réorganisation des calendriers scolaires).

Le tourisme national en Méditerranée pourrait croître autant, sinon plus que le tourisme international, ce qui donnerait une répartition 50/50% du tourisme national et du tourisme international en l'an 2000.

Les conditions économiques et politiques seront favorables à l'application par les pays industrialisés de l'Europe de normes très strictes en matière d'environnement qui s'imposeront aux aménageurs touristiques et aux stations de vacances du littoral pour éviter les saturations et pour gérer leur environnement.

Les espaces naturels seront largement conservés et on luttera contre la spéculation foncière par des mesures administratives appropriées. Peu de marinas seront encore ouvertes; les permis de construire pour les hébergements et les équipements touristiques ne seront délivrés qu'au compte-goutte après de nombreux contrôles. L'Europe tentera d'imposer ses normes de protection de la nature aux pays moins développés pour faire

de la Méditerranée, une mer propre, non polluée. La coopération technique qu'elle dispensera largement, sera orientée dans cette direction. On n'aidera et ne prêtera qu'aux projets non polluants ou dépolluants. On évitera d'exporter ses touristes au Sud. On pourra même taxer par exemple les départs en vacances sur le littoral par des formules comme des taxes sur les eaux usées, les déchets, etc...

Le scénario A2

Le scénario "A.2" constitue une rupture par rapport aux tendances historiques et demande des estimations encore plus optimistes, basées sur les "meilleures années" de la croissance touristique, tout en restant dans des limites accessibles. Dans un tel scénario, le tourisme national aurait une croissance supérieure au tourisme international. La raison serait la très bonne santé économique des pays en développement qui récupéreraient leur retard de départs en vacances et d'utilisation du temps libre en activités de loisirs.

De 1984 à 2000, le taux de croissance choisi par jugement et non pas selon un modèle, serait de l'ordre de 4%, comme aux plus beaux jours de la croissance touristique dans les années 50 et 60. On atteindrait les 400 millions de touristes avec moins de 45% de touristes internationaux et plus de 55% de touristes nationaux. Puis à partir de l'année 2000, la croissance s'essoufflerait et ne serait plus que de 2% par an: vacanciers, touristes et excursionnistes seraient plus nombreux que les populations des pays méditerranéens!

Le réflexe de populations qui vont pour la première fois en vacances est de partir au bord de la mer. On peut se poser la question si la capacité de charge des littoraux méditerranéens n'atteindra pas des seuils au-delà desquels des dommages irréversibles seront faits à l'environnement: forêts incendiées, zones humides saccagées, nappes phréatiques asséchées... La concurrence pourrait alors être vive dans l'utilisation des ressources entre l'agriculture et le tourisme.

Les lignes de l'alternance seraient donc:

- la priorité donnée au secteur rural, donc au tourisme rural dans le cadre d'une complémentarité avec l'agriculture;
- l'emphase portée sur le développement culturel de sa propre population, à travers les loisirs et les vacances;
- l'utilisation du tourisme comme moyen de formation et de promotion sociale. La formation servirait, plus que tout autre, de support à la coordination régionale et nord-sud. Elle serait non pas un leurre pour vendre ensuite des équipements, dans des cadres bilatéraux, mais une action de "bonne coopération", sans arrière pensée politique ou économique. Cette formation serait concrète, adaptée aux réalités et aux conditions économiques, sociales et religieuses de chaque pays, sinon de chaque zone territoriale développant son tourisme. †